Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 38 (2001)
Heft: 1480

Artikel: Savoirs et société : la chance des sciences humaines
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1010607

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 04.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La chance des sciences humaines

Les sciences humaines peinent traditionnellement à se définir, peut-être parce qu'il n'y a pas de sciences réputées inhumaines. Elles revendiquent pourtant un champ d'études et de recherches bien connu: les «humanités» classiques et modernes ainsi que les sciences sociales, dont l'avènement remonte à moins de deux siècles [1].

De surcroît, les sciences humaines peinent présentement à se profiler. Grave handicap à l'ère du marketing triomphant et de l'autopromotion sans complexe. Alors que les sciences commerciales et biologiques jouissent d'un prestige considérable et surfent sur leur indispensable contribution à la croissance économique et au progrès médical, les sciences humaines invoquent sans grande conviction une valeur culturelle et une utilité sociale également difficiles à démontrer.

Pas étonnant dans ces conditions que les sciences humaines se sentent – et se trouvent – continuellement incomprises, marginalisées, déclassées, par rapport aux sciences «dures» et aux sciences de la vie, favorites actuelles dans les milieux politiques et le monde des affaires.

Doutes et méfiance

Tout le monde pense encore à l'affront subi par les sciences humaines, totalement absentes des dix premiers pôles de recherche nationaux (voir. *DP* 1457, 11 janvier 2001) et à peine représentées dans les «rattrapages» de ce printemps, dont bénéficient d'ailleurs plutôt les disciplines économiques et sociales. Au point que les sciences humaines, indéniablement renforcées à l'UNIL par les remaniements du «projet triangulaire», ne croient guère à leur chance de toucher le pactole pourtant dûment budgetisé, à la suite du nouveau partage des tâches avec l'EPFL.

Les doutes et la méfiance dominent donc, comme l'a clairement établi un mémorable dossier de Campus, le magazine de l'Université de Genève[2]. Même si, dans un grand élan de «*wishful thinking*», l'Académie suisse des Sciences humaines et sociales écrit, dans son programme multiannuel 2004-2007, que «la volonté politique de soutenir ces sciences n'a jamais été aussi forte».

Ce n'est sans doute vrai que pour la formation, la recherche et les technologies nouvelles, en général. Moins pour les disciplines inscrites au programme des facultés de Lettres, malgré les dénégations répétées dans *Vision*, le magazine suisse de la science et de l'innovation[3].

Savoirs multiples

Et pourtant, un signe fort est donné aux spécialistes des sciences humaines et sociales, notamment par les gestionnaires de l'économie mondialisée et de la politique internationale. Les anthropologues et autres sociologues sont sollicités pour aider à la conquête de marchés étrangers, éloignés par la géographie ou la culture. Les organisations internationales, Union européenne y compris, s'assurent les services de philosophes et de spécialistes des religions. Les historiens et les linguistes pourraient se rendre utiles dans les entreprises et les grandes administrations, qui leur préfèrent les psychologues, les formateurs, à la rigueur les sociologues (des mass-médias, de la consommation, de l'image, de la ville, etc.).

Ce besoin de culture humaniste et sociale, les scientifiques «durs» le ressentent aussi. L'Ecole polytechnique fédérale a toujours eu sa «division blanche» – présentement remise en cause comme telle mais non pour son contenu. Et l'EPFL va offrir à ses futurs ingénieurs de vrais cours de branches plus générales, donnés par des professeurs venus des facultés des Lettres et des Sciences politiques de l'UNIL voisine.

"Pas de techniciens sans culture!" titrait récemment Pierre Veya, rédacteur en chef adjoint de l'*agefi* (éditorial du 25 mai dernier). Juste, évidemment. Une chance pour les sciences humaines; et, si elles ne craignent pas de rendre leurs connaissances utiles au quotidien, une chance pour la société aussi, qui a tout à gagner à ce que les entreprises et les administrations soient gouvernées par des personnes disposant de savoirs multiples dont elles savent intégrer et pondérer les apports.

Beau défi pour les écoles de cadres: former des managers et des grands commis chez qui on ne verrait plus un Montaigne assassiné, mais un gestionnaire éclairé. *yj*

[1] *L'avènement des sciences sociales comme disciplines académiques*, in Les Annuelles, 8/1997, Lausanne, Editions Antipodes.
[2] «A quoi servent les sciences humaines?» in *Campus* N° 38/juillet-septembre 1997. A voir aussi, plus serein malgré, le dossier «Sciences humaines: crise ou mutation?», paru dans *Campus*, N° 51/mars-avril 2001.
[3] Voir en particulier *Vision* de septembre 1996 et décembe 1997.

Niche

Une niche, c'est la formule qu'utiliserait Ueli Maurer, président de l'UDC pour justifier que la Suisse snobe l'ONU. La meilleure manière de rendre service serait d'être un pays, bénéficiant de l'exterritorialité mondiale, un pays où les belligérants, y compris l'ONU menant un combat de répression ou de pacification, pourrait trouver un terrain neutre de négociation. Cette image idyllique de la neutralité-niche ne tient pas pour deux raisons.

La Suisse, de fait, n'est plus ressentie comme un territoire réservé aux négociations. Les accords d'Oslo, par exemple, ont été négociés en Norvège, pas en Suisse. Si Genève est parfois lieu de rencontre, c'est parce qu'elle est siège européen de l'ONU et que la Suisse n'adhère pas à l'OTAN (ce qui est un autre problème).

Ce statut d'exception, la Suisse le revendique aussi pour ses intérêts particuliers. Voire sa défense du secret bancaire dans sa forme exceptionnelle.

Les deux niches: servir le monde et servir nos propres intérêts ne sont pas compatibles, pas plus que l'égoïsme et l'altruisme. *ag*